

# L'énergie nucléaire et l'opinion publique

par P. Kovacs et S. Gordelier\*

**L**e changement climatique, la sécurité énergétique et la disponibilité à long terme des combustibles fossiles sont autant de questions qui amènent de nombreux États à reconsidérer leurs politiques énergétiques. Leur première réaction consiste souvent à se tourner vers les sources d'énergies renouvelables, mais, avec le temps, ils se rendent de plus en plus compte que ces sources ne pourront résoudre que partiellement le problème, en particulier dans les pays où l'industrie lourde et les grandes villes consomment de grandes quantités d'électricité. Les mérites de l'énergie nucléaire qui n'émet pour ainsi dire pas de dioxyde de carbone et dont le combustible, l'uranium, est présent en abondance sur la planète, finissent par s'imposer à eux. En outre, les plus gros producteurs d'uranium, à savoir le Canada et l'Australie, sont réputés pour leur stabilité de long terme et leur bonne gouvernance. La difficulté provient, bien sûr, de l'inquiétude suscitée par la sécurité et la sûreté de l'électronucléaire qui rend souvent cette énergie impopulaire. De ce fait, que les gouvernements proposent d'introduire l'énergie nucléaire, de simplement remplacer des centrales vieillissantes ou encore de développer la capacité de production, ils doivent faire face au problème de l'acceptation du public.

Cette question apparemment inextricable a donné lieu à des études innombrables sur l'attitude du public à l'égard de l'énergie nucléaire. L'AEN vient récemment d'achever un examen d'ensemble de cette information, en quelque sorte « un sondage des sondages ». Les enquêtes réalisées par la Commission européenne (série de sondages

Eurobaromètre) et par l'Agence internationale de l'énergie nucléaire (AIEA) de 2005 à 2007 sont des sources d'informations particulièrement utiles. Ensemble, elles forment un corpus de données qui permet d'expliquer les différences entre pays et les raisons profondes qui incitent les populations à être favorables ou opposées à l'électricité d'origine nucléaire.

## Plus on connaît, mieux on accepte

Les résultats de l'Eurobaromètre et des sondages d'opinion réalisés par l'AIEA révèlent que l'attitude à l'égard de l'énergie nucléaire varie énormément d'un pays à l'autre. Dans les pays de l'Union européenne (au nombre de 25 au moment du sondage), à la question « Êtes-vous favorable ou opposé à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans votre pays ? », le pourcentage des personnes sondées qui se sont déclarées clairement favorables à l'énergie nucléaire varie entre 5 % (en Autriche) et 41 % (en Suède), la moyenne globale étant de 20 %. Dans l'étude de l'AIEA, des sondages ont été effectués dans 18 pays. Le pourcentage des répondants qui se sont prononcés en faveur d'une expansion de l'énergie nucléaire dans chaque pays varie de 13 % (au Maroc) à 52 % (en Corée du Sud), le pourcentage moyen étant de 28 %. Il ressort d'une analyse plus approfondie de ces résultats que, dans les deux séries de sondages d'opinion, l'adhésion à l'énergie nucléaire est beaucoup forte dans les pays qui possèdent déjà des centrales. La Figure 1 montre, en effet, qu'il est deux fois plus probable que les populations des pays de l'Union européenne qui ont des centrales nucléaires soutiennent cette option que les populations des pays qui n'ont pas recours au nucléaire pour produire leur électricité. On observe un effet similaire dans les 18 pays sondés dans l'enquête de l'AIEA ainsi que dans les réponses données dans l'ensemble des enquêtes de l'Eurobaromètre à des questions comme « est-il

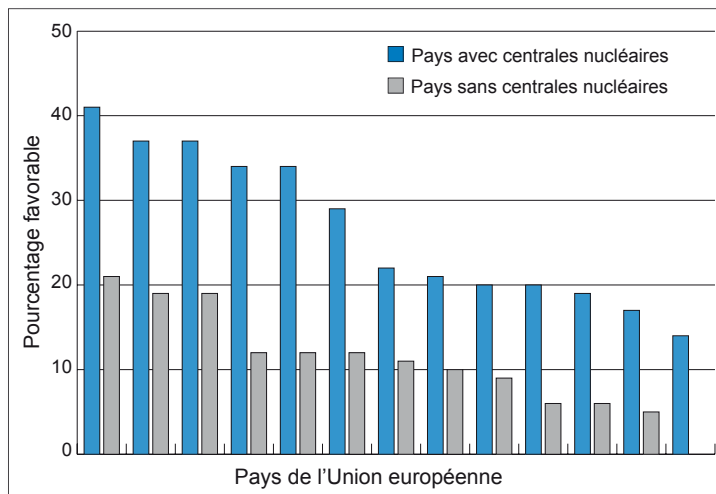
\* M. Pal Kovacs ([pal.kovacs@oecd.org](mailto:pal.kovacs@oecd.org)) travaille à la Division du développement nucléaire de l'AEN. M. Stan Gordelier ([stan.gordelier@oecd.org](mailto:stan.gordelier@oecd.org)) est Chef de la Division du développement nucléaire de l'AEN.

possible de faire fonctionner une centrale nucléaire de manière sûre ? » et « pensez-vous que le stockage ultime des déchets radioactifs peut se faire de manière sûre ? ».

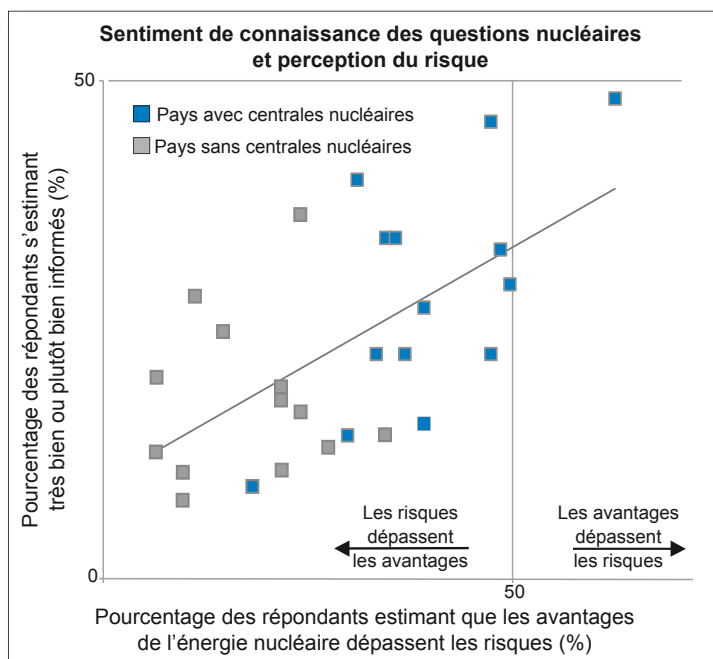
On peut supposer que les habitants des pays recourant à l'énergie nucléaire sont plus favorables à cette forme d'énergie parce qu'elle leur est plus familière, qu'ils sont mieux informés à son sujet et plus conscients de ses avantages. L'hypothèse selon laquelle une communication plus importante et plus efficace conduit à une adhésion plus large est confirmée par les résultats du sondage Eurobaromètre qui a demandé aux Européens dans quelle mesure ils pensaient être informés sur la sûreté des centrales nucléaires et ensuite a comparé l'impact de ce sentiment sur leur point de vue. Comme on peut le constater dans la Figure 2, ceux qui s'estiment informés sur la sûreté nucléaire ont tendance à percevoir les risques comme étant moins élevés que ceux qui ne se sentent pas informés. On peut observer un lien similaire entre une moindre perception des risques et l'expérience personnelle de l'énergie nucléaire, même si cette expérience se borne au fait de vivre à moins de 50 kilomètres d'une centrale nucléaire ou de connaître quelqu'un qui travaille dans l'industrie nucléaire. Là encore, les citoyens des pays ne possédant pas de centrales nucléaires se sentent moins informés et, de ce fait, sont plus susceptibles d'affirmer que les risques l'emportent sur les avantages.

Les sondages dans lesquels on demande l'opinion des personnes interrogées avant et après leur avoir expliqué quelques éléments fondamentaux permettent de mieux apprécier les effets des connaissances et de l'information sur l'acceptation par le public de l'électronucléaire. Ainsi, lorsque l'on explique que l'énergie nucléaire peut contribuer à protéger le climat du réchauffement planétaire, le nombre des personnes sondées favorables au développement de l'électronucléaire augmente de 10 %, et plus d'un tiers des répondants qui estimaient, au départ, qu'il ne fallait plus construire de centrales nucléaires changent ensuite d'avis. Un autre sondage similaire

**Figure 1 :** Pourcentage des répondants clairement favorables à l'utilisation de l'électronucléaire dans les 25 pays de l'Union européenne (à l'époque), après répartition entre pays avec et sans centrales nucléaires



**Figure 2 :** Corrélation entre le niveau perçu de connaissance sur l'électricité nucléaire et la perception du risque. Chaque point correspond aux données moyennes pour un pays européen différent.



révèle que les connaissances sur les améliorations de la sécurité énergétique ont aussi pour effet d'accroître la proportion de personnes prêtes à accepter l'énergie nucléaire. Néanmoins, ceux qui sont clairement favorables à l'électronucléaire restent minoritaires et si l'on compare les résultats de l'Eurobaromètre et ceux des sondages de l'AIEA, qui touchent un nombre plus grand de pays, on constate que les Européens sont plus sceptiques que les non-Européens.

Si l'on subdivise les Européens sondés en trois catégories – favorables au nucléaire, opposés au nucléaire et position intermédiaire – le groupe intermédiaire est le plus vaste dans les pays ayant recours à l'électronucléaire alors que dans les pays n'y ayant pas recours, ce sont les anti-nucléaires qui l'emportent. Il en ressort qu'il faut adopter des stratégies de communication différentes selon les conditions propres à chacun des pays. En outre, l'adhésion à l'électronucléaire est plus forte chez les hommes, les personnes qui ont un niveau d'études élevé, les personnes qui se situent au centre droit de l'échiquier politique et les membres les plus âgés de la société.

### La clé du problème

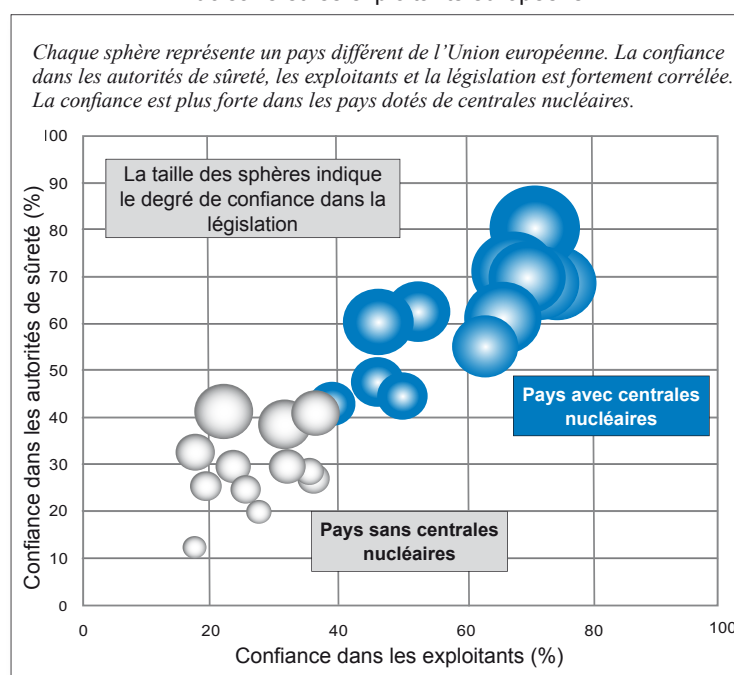
Lorsque l'on cherche les raisons qui motivent l'attitude du public à l'égard de l'énergie nucléaire, il faut en tout premier lieu reconnaître que la plupart des gens se sentent bien plus concernés, au quotidien, par des questions liées au chômage, à la criminalité et aux services de santé qu'ils ne le sont par les questions énergétiques, sans parler de l'énergie nucléaire. Ainsi, même à la question « lorsque vous pensez aux problèmes énergétiques quelle est la première chose qui vous vient à l'esprit ? », ils répondent majoritairement (33 %) : le prix. Il semblerait, donc, que la plupart des gens n'aient pas réfléchi de façon approfondie à la politique énergétique, ce qui permet de dire que les répondants ne sont pas, le plus souvent, vraiment bien informés. C'est peut-être pour cette raison que beaucoup d'entre eux sont prêts à changer d'avis lorsqu'on leur apporte des preuves du contraire. De même, nombreux sont ceux qui semblent placer des espoirs irréalistes dans les sources d'énergies renouvelables. À la question du sondage Eurobaromètre sur les futures sources d'énergies « quelles seront selon vous les trois premières sources d'énergies dans trente ans ? », le choix des répondants se porte le plus fréquemment sur l'énergie solaire (49 %), qui arrive même en tête dans un certain nombre de pays d'Europe du Nord ; en répondant ainsi ils surestiment, de toute évidence, ses capacités.

Lorsque l'on demande aux personnes sondées de désigner les plus gros risques associés à l'énergie

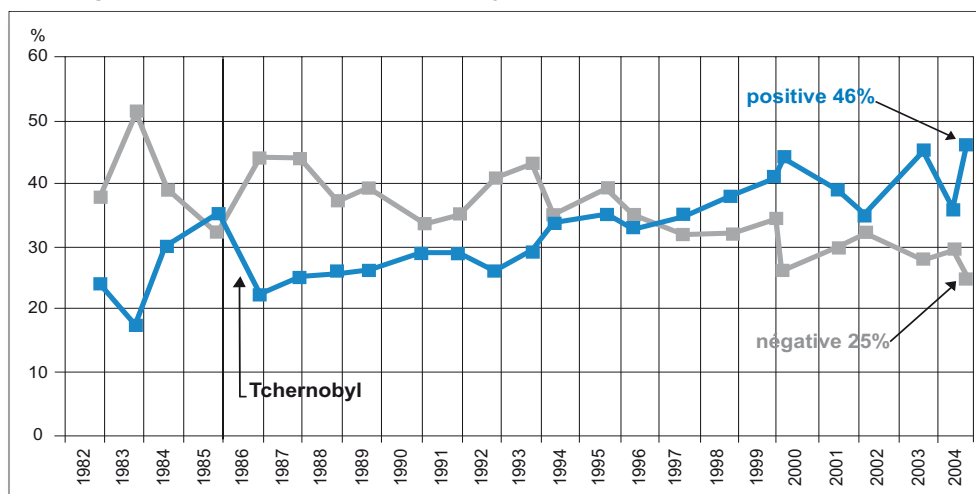
nucléaire parmi une liste qui leur est présentée, le terrorisme est le risque le plus fréquemment cité (74 %). Il est intéressant de noter que, dans ce cas, il y a peu de différence entre les réponses des pays ayant recours à l'énergie nucléaire et ceux qui ne l'ont pas. Les deux risques qui viennent ensuite sont le stockage des déchets radioactifs (39 %) et l'utilisation malveillante des matières nucléaires (38 %). Sur ces points, l'inquiétude est moins vive dans les pays qui possèdent déjà des centrales nucléaires. Plus d'un tiers des opposants au nucléaire déclarent qu'ils seraient prêts à changer d'avis si le problème du stockage des déchets radioactifs était résolu.

Il ressort de la plupart de ces réponses qu'il existe une corrélation claire entre le niveau des connaissances et l'acceptation de l'énergie nucléaire. Parallèlement, les trois quarts des Européens s'estiment soit tout à fait mal informés, soit pas très bien informés. Sur la base de ces informations, on ne peut que conclure que des campagnes d'information du public, plus nombreuses et mieux adaptées, sont nécessaires dans les pays où les responsables politiques désirent que l'électronucléaire fasse partie du mix énergétique. Mais là se présente une autre difficulté : les médias, à savoir la télévision, la radio et les journaux, sont les principales sources d'information de la plupart des gens ; or, il se trouve que ces médias sont également les sources auxquelles ils font le moins confiance. Les pouvoirs publics suscitent une plus grande méfiance encore. Selon

**Figure 3 : Confiance dans la législation, les autorités de sûreté nucléaire et les exploitants européens**



**Figure 4 : Attitudes des Finlandais à l'égard de l'électronucléaire depuis 1982**



Source : Suomen Gallop Oy/TNS Gallop Oy/Fédération finlandaise des industries énergétiques.

un sondage Eurobaromètre, les trois sources d'information que les répondants jugent les plus fiables sont les scientifiques (71 %), les ONG (64 %) et les autorités de sûreté nationales (51 %).

La réticence du public à croire les informations fournies par les pouvoirs publics montre qu'il ne suffit pas d'informer, même si c'est nécessaire. Il faut également prendre des mesures pour accroître la confiance du public dans les institutions. À cet égard, il est particulièrement intéressant d'observer la forte corrélation entre le niveau de confiance du public dans la législation nucléaire, les autorités de sûreté nucléaire et les exploitants de centrales nucléaires (voir Figure 3). On dirait que le public qui s'intéresse à des problèmes plus immédiats, comme le chômage, la criminalité, etc., ne cherche pas à distinguer les différents acteurs du secteur nucléaire mais a plutôt tendance à tous les voir sous un même jour. Là encore, le niveau de confiance est plus élevé dans les pays qui possèdent déjà des centrales nucléaires.

### Lente augmentation des avis favorables

Des enquêtes réalisées chaque année dans sept pays – États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Japon, Suède et Royaume-Uni – viennent compléter les informations fournies par les sondages Eurobaromètre et les enquêtes de l'AIEA. Ces sondages précisent l'évolution de l'opinion d'une année sur l'autre et remontent, dans le cas de la Finlande (voir Figure 4), jusqu'en 1982. L'enquête finlandaise révèle une nette diminution de l'acceptation du nucléaire après la catastrophe de Tchernobyl. On a pu observer une chute similaire

au Japon après l'accident survenu, en 1999, à l'usine de retraitement de Tokai-Mura. Depuis Tchernobyl, l'opinion publique a progressivement évolué en faveur du nucléaire en Finlande. On observe une évolution similaire de l'image de l'électronucléaire dans quatre des cinq autres pays pour lesquels on dispose de séries chronologiques. La France est le seul pays où l'adhésion au nucléaire est restée relativement constante aux environs de 50 % depuis le début des enquêtes en 1994.

Il ressort de ces sondages qu'en l'absence d'événements dramatiques, l'opinion publique n'évolue que lentement. L'augmentation progressive de l'adhésion au nucléaire que l'on a pu observer au cours des vingt dernières années s'explique peut-être par la mention plus fréquente des problèmes énergétiques en général dans les médias et, sans doute par la meilleure connaissance de l'énergie nucléaire au sein du public grâce aux campagnes d'information des pouvoirs publics et de l'industrie nucléaire. Les mesures destinées à accroître la confiance peuvent aussi avoir joué un rôle ; il s'agit notamment de l'amélioration de l'ouverture et de la transparence et d'une participation plus active des parties prenantes à la prise de décisions. L'industrie nucléaire a fait de gros efforts dans ce sens ces dernières années. Le Forum sur la confiance des parties prenantes de l'AEN ainsi que certains programmes nationaux de stockage des déchets radioactifs, comme ceux de la Belgique, du Canada et du Royaume-Uni, accordent une place prépondérante au dialogue avec les parties prenantes. Dans un monde où les choix énergétiques sont de plus en plus complexes, l'acceptation de l'électronucléaire par le public n'a jamais été aussi primordiale. ■